

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DU
DEVELOPPEMENT DURABLE, DE LA PROTECTION
DE LA NATURE, DE LA PREVENTION ET DE LA
GESTION DES CALAMITES NATURELLES

REPUBLIQUE GABONAISE

Union -Travail -Justice

=====

=====

SECRETARIAT GENERAL

=====

CENTRE NATIONAL ANTI-POLLUTION

Etablissement Public à caractère Administratif et Scientifique
B.P. 3241 Libreville Tél : 241 76.32.50 Fax : 241 76.63.85

ARRETE N° 0376 /MEDDPNPGCN/SG/CNAP réglementant les conditions
d'obtention des consentements au transfert transfrontière des déchets dangereux, à
l'importation et à l'exportation des produits chimiques à usage industriel en République
Gabonaise

**Le Vice Premier Ministre,
Ministre de l'Environnement, du Développement Durable,
de la Protection de la Nature, de la Prévention et de la Gestion des Calamités Naturelles**

Vu la Constitution,

Vu le décret n°00001304 /PR du 28 Décembre 2007 fixant la composition du
Gouvernement de la République, ensemble les textes modificatifs subséquents ;

Vu la loi n° 16/93 du 26 août 1993 relative à la protection et à l'amélioration de
l'environnement ;

Vu l'ordonnance n° 5/76 du 22 janvier 1976 créant le Centre National Antipollution ;

Vu le décret n° 913/PR/MEPN du 29 mai 1985 portant attributions et organisation du
ministère de l'environnement et de la protection de la nature;

Vu le décret n° 00323/PR/MRSEPN du 9 avril 1977 portant organisation du Centre
National Antipollution ;

Vu l'arrêté n°0209 P/MEPNV/SGVPM/CNAP du 27 mars 2007 portant désignation du
Correspondant National de l'Approche Stratégique pour la Gestion Internationale des Substances
Chimiques (SAICM) ;

Vu le décret n°000541/PR/MEFPREPN du 15 juillet 2005 réglementant l'élimination des
déchets ;

Vu l'arrêté n°00348/PM_MEPNRT/SG/CENAP du 11 juillet 2006 portant désignation
d'un Correspondant National pour la Convention de Rotterdam sur le consentement préalable en
connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font
l'objet d'un commerce international ;

Vu l'arrêté n° 000539/MEFEPEPN/CABVPM/CNAP du 16 juin 2003 portant désignation
d'une Autorité Compétente et d'un Correspondant National de la convention de Bâle sur le
contrôle des mouvements transfrontières des déchets dangereux et de leur élimination ;

Vu les instruments d'adhésion du 19 août 2002 relatifs à la convention de Rotterdam sur la
procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits
chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international ;

Vu les instruments de ratification du 7 mai 2007 relatifs à la convention de Stockholm sur les Polluants Organiques Persistants (POPs) ;

Vu les instruments de ratification du 14 mai 2008 relatifs à la convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières des déchets dangereux et de leur élimination ;

Vu les nécessités de service,

A R R E T E

Article 1er: Le présent arrêté, pris en application des dispositions des articles 37, 40 et 47 de la loi n° 16/93 du 26 août 1993 relative à la protection et à l'amélioration de l'environnement réglemente les conditions d'obtention des consentements au transfert transfrontière des déchets dangereux, à l'importation et à l'exportation des produits chimiques en République Gabonaise.

DISPOSITIONS GENERALES

Article 2 : La réglementation des conditions d'obtention des consentements au transfert transfrontière des déchets dangereux, à l'importation et à l'exportation des produits chimiques vise à prévenir le trafic illicite des déchets dangereux et des produits chimiques notamment en fixant les conditions de délivrance des consentements à l'exportation ou à l'importation pour leur gestion de façon écologiquement rationnelle.

Article 3: Au sens du présent arrêté, on entend par :

- **Consentement** : un document technique authentifié autorisant un tiers à procéder à la collecte, au stockage, au traitement, à l'enfouissement, au conditionnement ou au transport des déchets dangereux, à l'importation ou à l'exportation des produits chimiques ;
- **Produit chimique** : une substance isolée ou mélangée, qu'elle soit fabriquée ou tirée de la nature, et dont les propriétés sont susceptibles de porter atteintes à l'environnement ou à la santé, à l'exclusion de tout organisme vivant. Cette définition recouvre les catégories suivantes : pesticides (y compris les préparations pesticides extrêmement dangereuses) et les produits industriels.

Article 4 : Le présent arrêté s'applique aux produits chimiques interdits, aux préparations pesticides extrêmement dangereuses, aux produits chimiques à usage industriel, aux déchets qui font l'objet d'un mouvement intra national ou transfrontière.

Toutefois, sont exclus de son champ d'application :

- les stupéfiants et les substances psychotropes ;
- les armes chimiques ;
- les produits pharmaceutiques y compris les médicaments destinés aux soins de l'homme et des animaux ;
- les produits utilisés comme additifs alimentaires ;
- les produits alimentaires ;
- les matières radioactives.

Chapitre Ier : DE LA DELIVRANCE DES CONSENTEMENTS POUR LA GESTION DES DECHETS DANGEREUX

Article 5: La délivrance à un tiers d'un consentement à la collecte, au stockage, au traitement, à l'enfouissement, au conditionnement ou au transport des déchets dangereux est subordonnée à une demande adressée au Centre National Antipollution.

A la réception de la demande évoquée ci-dessus, le Centre National Antipollution dispose d'un délai de trente (30) jours ouvrables pour donner un avis motivé au requérant.

Article 6 : Pour le cas spécifique du transfert transfrontière des déchets dangereux, le Centre National Antipollution attribue, après la demande formulée par le requérant et avant toute procédure de transfert, un numéro de dossier qui se présente de la manière suivante : **GXYZ**

GA = deux premières lettre du nom du pays Gabon ;

X = variable numérique de codification technique du dossier ;

Y et Z = deux premières lettre de la société propriétaire des déchets.

Article 7 : Les demandes évoquées à l'article 5 et les documents listés à l'article 9 du présent arrêté explicitent les motivations conduisant le requérant à exercer les activités citées ci-dessus.

En cas de cession des activités pour lesquelles le consentement évoqué aux articles 5, 8 et 9 du présent arrêté a été délivré, le cessionnaire est tenu de reprendre la procédure conformément aux dispositions en vigueur.

Article 8 : Les opérations de collecte, de stockage, de traitement, d'enfouissement, de conditionnement ou de transport des déchets solides ou liquides, ainsi que l'exercice des activités annexes et connexes y afférentes sont assujetties à la délivrance d'un consentement par le Ministre en charge de l'environnement ou son délégué, après avis technique du Centre National Antipollution.

L'exercice de chacune des activités citées au paragraphe ci-dessus fait l'objet d'un consentement indépendant et unique.

Article 9 : Sans préjudice des dispositions de la convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières des déchets dangereux et de leur élimination, la demande d'exportation des déchets, soumise en trois exemplaires, est notamment composée des documents suivants :

- a. Attestations des relations et contrats commerciaux entre l'entreprise traitante (si elle existe) et l'entreprise détentrice des déchets ;
- b. Copie du contrat (offre technique et financière) entre les Parties concernées ;
- c. Bordereaux de transferts transfrontières ou intra nationaux en deux exemplaires tenant lieu de notifications ;
- d. Fiches d'identification des déchets ;
- e. Quittance du Trésor Public Gabonais attestant le paiement d'une redevance forfaitaire équivalente à 10 pour cent du contrat Toutes Taxes Comprises (TTC) entre le détenteur de déchets et le destinataire final ;
- f. Quittance du Trésor Public Gabonais attestant le paiement de 5 pour cent du montant du contrat Toutes Taxes Comprises (TTC) dans le cas de la collecte, du stockage, du traitement, de l'enfouissement, du conditionnement ou du transport des déchets solides ou liquides intra national est exigée ;
- g. Attestations du détenteur et du destinataire des déchets ;
- h. Agréments et assurances des intervenants de la chaîne de transport ;
- i. Copie des demandes d'exportation adressées aux autorités des pays transités (s'ils en existent) ou destinataires.

Les frais évoqués aux alinéas e et f ci-dessus couvrent notamment les charges inhérentes au traitement des dossiers.

Chapitre II : DE LA DELIVRANCE DES CONSENTEMENTS POUR L'IMPORTATION OU L'EXPORTATION DES PRODUITS CHIMIQUES A USAGE INDUSTRIEL

Article 10 : Sans préjudice des dispositions de la convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides qui font l'objet d'un commerce international, la délivrance d'un consentement à l'importation ou à l'exportation des produits chimiques est subordonnée à une demande adressée au Centre National Antipollution.

A la réception de la demande évoquée ci-dessus, le Centre National Antipollution dispose d'un délai de trente (30) jours ouvrables pour donner son avis au requérant. En cas d'avis favorable, le CNAP délivre un consentement d'importation ou d'exportation de produits chimiques à usage industriel. En cas refus, il est tenu de motiver sa décision. Son silence emporte acceptation tacite.

Article 11: Les demandes de consentement à l'importation ou à l'exportation des produits chimiques industriels évoquées à l'article 10 ci-dessus se présentent sous forme de carnet-journal authentifié à feuillets dupliqués en quatre exemplaires, estampillés Centre National Antipollution. Son acquisition est assujettie au paiement d'une redevance de 200 000 francs cfa.

Les procédures d'obtention de consentement à l'importation et celles relatives à l'exportation des produits chimiques industriels sont indépendantes, même lorsque les produits concernés sont identiques.

Chapitre III : DES DISPOSITIONS FINALES

Article 12: Toute infraction au présent arrêté expose le contrevenant aux dispositions prévues aux articles 89 et suivants de la loi n° 16/93 du 26 août 1993 relative à la protection et à l'amélioration de l'environnement.

Article 13 : Le Directeur Général de l'Environnement et le Directeur du Centre National Antipollution sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Libreville, le 05 SEP. 2008

